

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

---

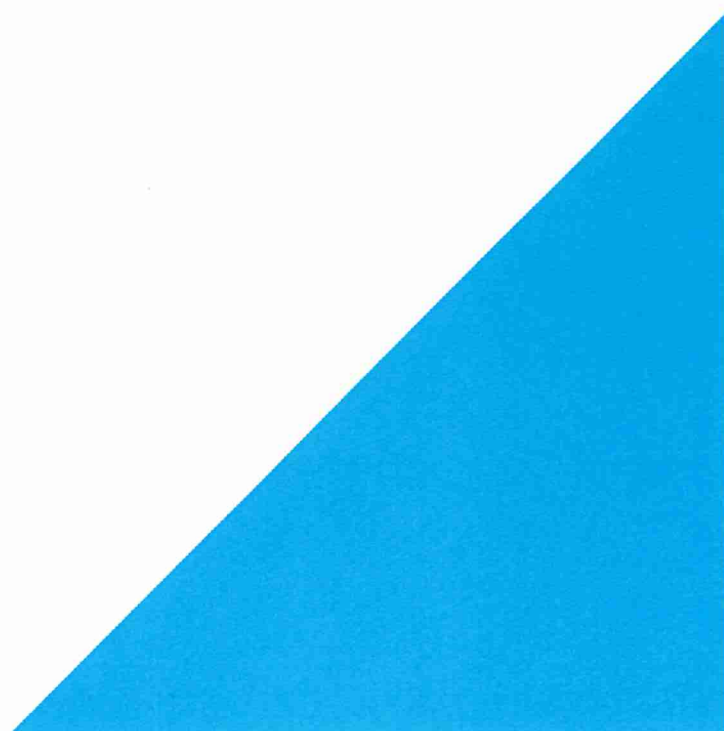
**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES  
COMPTES ANNUELS**

**Union Départementale des Associations  
Familiales de la Vendée**

**-UDAF 85-**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

119, Boulevard des Etats-Unis  
**LA ROCHE SUR YON (Vendée)**



**UNION DEPARTEMENTALE des ASSOCIATIONS  
FAMILIALES de la VENDEE**

**-UDAF 85-**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

119, boulevard des Etats-Unis

LA ROCHE-sur-YON (Vendée)

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR  
LES COMPTES ANNUELS**

UDAF de la Vendée

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du Commissaire aux  
comptes sur les comptes annuels

## A l'Assemblée Générale de l'Association UDAF de la Vendée,

### I- OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Association **l'UNION DEPARTEMENTALE des ASSOCIATIONS FAMILIALES de VENDEE – UDAF 85** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### II- FONDEMENT DE L'OPINION

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### III- JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Immobilisations » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et la dépréciation éventuelle des immobilisations de votre Association. Dans le cadre de nos travaux, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans cette note et leur correcte application.

#### **IV- VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés sur la situation financière et les comptes annuels aux membres de l'Association.

#### **V- RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.



## **VI- RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

UDAF de la Vendée

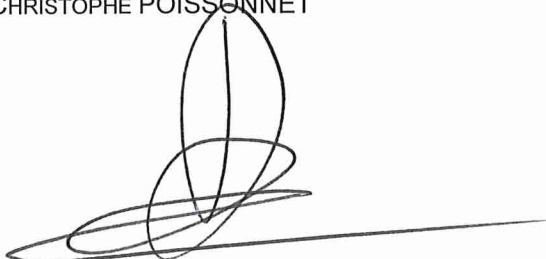
Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du Commissaire aux  
comptes sur les comptes annuels

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon  
le 28 mai 2025  
Le Commissaire aux comptes

Groupe Y – BOISSEAU  
CHRISTOPHE POISSONNET

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

UDAF de la Vendée

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du Commissaire aux  
comptes sur les comptes annuels

## COMPTES ANNUELS

---



## UDAF 85 BILAN ACTIF AU 31/12/2024

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Montant brut	Amortissements et Provisions	Montant net	Montant net
<b>Actif immobilise</b>			-	-
<b>Immobilisations incorporelles</b>			-	-
Frais d'établissement			-	-
Autres immobilisations incorporelles	90 946,72	71 142,41	19 804,31	1 619,18
Immobilisations incorporelles en cours			-	-
<b>Immobilisations corporelles</b>			-	-
Terrains	27 652,00		27 652,00	27 652,00
Constructions	761 951,57	515 227,49	246 724,08	250 986,25
Installations techniques, matériel et outillage			-	-
Autres immobilisations corporelles	824 845,96	750 298,92	74 547,04	50 239,10
Immobilisations corporelles en cours	754 520,98		754 520,98	497 644,02
Immobilisations affectées, concédées ou mises à disposition			-	-
<b>Immobilisations financières</b>			-	-
Participations et créances rattachées à des participations	1 355 177,10		1 355 177,10	1 366 693,10
Autres titres immobilisés	170,24		170,24	165,68
Prêts			-	-
Autres immobilisations financières	5 820,00		5 820,00	4 320,00
<b>TOTAL 1</b>	<b>3 821 084,57</b>	<b>1 336 668,82</b>	<b>2 484 415,75</b>	<b>2 199 319,33</b>
<b>Comptes de liaison</b>				
<b>TOTAL 2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Actif circulant</b>			-	-
<b>Stocks et en-cours</b>			-	-
Matières premières et fournitures			-	-
Autres approvisionnements			-	-
En-cours de production (biens et services)			-	-
Produits intermédiaires et finis			-	-
Marchandises			-	-
Autres stocks			-	-
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>			-	-
<b>Créances</b>			-	-
Créances redevables et comptes rattachés	310 933,84	250,00	310 683,84	246 719,06
Autres créances	282 101,93		282 101,93	165 564,38
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	765 139,38		765 139,38	259 021,47
<b>Disponibilités</b>	1 029 351,25		1 029 351,25	1 922 322,89
<b>Charges constatées d'avance</b>	49 713,37		49 713,37	57 674,17
<b>TOTAL 3</b>	<b>2 437 239,77</b>	<b>250,00</b>	<b>2 436 989,77</b>	<b>2 651 301,97</b>
<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices</b>				
<b>Primes de remboursement des obligations</b>				
<b>Ecart de conversion (actif)</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 258 324,34</b>	<b>1 336 918,82</b>	<b>4 921 405,52</b>	<b>4 850 621,30</b>



# UDAF 85 BILAN PASSIF AU 31/12/2024

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
<b>Fonds propres</b>		
<b>Capital</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres complémentaires	1 855 434,69	1 721 846,01
Fonds propres statutaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres statutaires		
*Dons et legs		
*Subventions d'investissement		
<b>Réserves</b>		
Excédents affectés à l'investissement	120 000,00	120 000,00
Réserve de compensation	201 120,25	179 692,50
Réserve de compensation des charges d'amortissement	50 000,00	
Réserves pour projet de l'entité		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves sous gestion contrôlée		
Réserve de couverture du BFR	361 823,27	250 473,07
Autres		
<b>Report à nouveau</b>		
Report à nouveau sous gestion non contrôlée	- 34 293,46	- 34 293,46
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposa		
Report à nouveau sous gestion contrôlée	- 41 240,35	102 078,99
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	- 62 218,05	50 642,44
<b>Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)</b>		
Excédent ou déficit de l'exercice	90 697,93	161 472,08
<b>Fonds propres consommables</b>		
<b>Subventions d'investissement sur biens non renouvelables</b>		
<b>Provisions réglementées</b>		
Immobilisations grevées de droits		
<b>Subventions d'investissement sur biens non renouvelables</b>		
Subventions d'investissement	32 209,54	
<b>Provisions réglementées</b>		
Couverture du besoin en fonds de roulement		
Réserves des plus-values nettes d'actif		
Provisions réglementées relatives aux immobilisations		
Réserves des plus-values nettes d'actif		
Immobilisations grevées de droits		
Autres provisions réglementées		
TOTAL 1	2 573 533,82	2 450 626,75
<b>Comptes de liaison</b>		
TOTAL 2	-	-
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	2 707,40	1 357,87
Provisions pour charges	512 736,81	499 450,49
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	20 336,00	46 336,94
TOTAL 3	535 780,21	547 145,30
<b>Dettes</b>		
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>	988 936,56	1 081 004,55
<b>Emprunts et dettes financières divers</b>		
Dépôts et cautionnements reçus		
<b>Avances et acomptes reçus sur commandes en cours</b>		
<b>Redevables créditeurs</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	138 956,83	119 428,41
Dettes sociales et fiscales	599 715,64	584 002,30
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	84 482,46	68 413,99
Produits constatés d'avance		
TOTAL 4	1 812 091,49	1 852 849,25
<b>Ecart de conversion (passif)</b>		
TOTAL GENERAL	4 921 405,52	4 850 621,30

# UDAF 85 COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2024

PRODUITS	2024	2023
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>5 193 444,08</b>	<b>5 114 640,21</b>
Ventes de marchandises		
Production vendue	957 114,61	925 857,25
Prestations de services	82 251,39	92 404,92
Frais de gestion et produits des activités annexes	874 863,22	833 452,33
Production stockée ou déstockage de production		
Production immobilisée		
Dotations et produits de tarification	3 378 713,00	3 332 526,46
Subventions d'exploitations et participations	778 087,77	746 045,88
Reprise sur amortissements, dépréciations et provi	43 324,95	48 871,82
Transferts de charges	553,33	24 385,16
Utilisation des fonds dédiés	26 000,94	28 852,00
Autres produits	9 649,48	8 101,64
TOTAL 1	5 193 444,08	5 114 640,21
<b>Produits financiers</b>	<b>43 134,43</b>	<b>25 710,05</b>
De participations et immobilisations financières	43 134,43	25 710,05
Revenus des VMP, escomptes obtenus, et autres produits finan		
Produits nets sur cession		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions VMP		
TOTAL 2	43 134,43	25 710,05
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>290,46</b>	<b>-</b>
Sur opérations de gestion	290,46	-
Exercices antérieurs		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions		
Destinées à la couverture du BFR		
Pour renouvellement des immobilisations		
Des plus-values nettes d'actif		
Autres provisions réglementées		
Report des ressources non utilisées exercices ant.		
Transferts de charges		
TOTAL 3	290,46	-
TOTAL GENERAL	5 236 868,97	5 140 350,26
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>90 697,93</b>	<b>161 472,08</b>

<b>CHARGES DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	29 904,34	30 176,61
TOTAL	29 904,34	30 176,61
<b>PRODUITS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	29 904,34	30 176,61
TOTAL	29 904,34	30 176,61

# UDAF 85 COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2024

Activité: Autre

CHARGES	2024	2023
Charges d'exploitation	5 119 307,00	4 953 195,82
Achats de marchandises	-	-
Variation de stock		
Achats de matières premières et fournitures	-	-
Variation de stock		
Achats d'autres approvisionnements	-	-
Variation de stock		
Achats non stockés de matières et fournitures	92 925,15	79 855,33
Services extérieurs et autres	586 537,87	513 358,67
Impôts, Taxes et versements assimilés	375 951,24	344 972,95
Sur rémunérations	345 902,18	319 378,72
Autres	30 049,06	25 594,23
Charges de personnel	3 885 511,22	3 800 889,81
Salaires et traitements	2 879 793,81	2 858 105,26
Charges sociales	1 005 717,41	942 784,55
Dotations aux amortissements et provisions	139 536,21	175 906,85
Dotation aux amortissements des immobilisations	81 575,41	101 366,31
Dotation aux amortissements des charges à répartir		
Dotation aux provisions sur actif circulant		
Dotation aux provisions pour risques et charges	57 960,80	74 540,54
Reports en fonds dédiés	-	-
Autres charges	38 845,31	38 212,21
TOTAL 1	5 119 307,00	4 953 195,82
Charges financières	25 448,54	25 477,36
Dotations aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	25 448,54	25 477,36
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de VMP	2,50	
TOTAL 2	25 451,04	25 477,36
Charges exceptionnelles	1 413,00	205,00
Sur opérations de gestion	1 413,00	205,00
Exercice courant		
Exercice antérieur		
Sur opérations de capital		
Dotations aux amortissements et provisions		
Destinée à la couverture du BFR		
Pour renouvellement des immobilisations		
Des plus-values nettes d'actif		
Aux autres provisions réglementées		
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
Impôts sur les bénéfices		
Participation des salariés aux résultats		
TOTAL 3	1 413,00	205,00
TOTAL GENERAL	5 146 171,04	4 978 878,18

<b>UDAF de la VENDÉE</b>	<b>ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS</b>	<b>31.12.2024</b>
--------------------------	-----------------------------------	-------------------

## **1) ACTIVITE DE L'UDAF DE VENDEE**

« Dans le cadre de ses missions d'intérêt général, l'UDAF de Vendée est à l'écoute des familles et met en œuvre des actions au service de l'accompagnement, de la défense et de la représentation des familles ». L'UDAF est une association type loi 1901, dont les missions lui ont été confiées par la loi. Ses missions et le cadre réglementaire sont inscrits dans le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF).

Comme son nom l'indique, l'UDAF 85, est une union, qui réunit 13 mouvements familiaux et 3 associations départementales et 229 associations familiales regroupant près de 16 000 familles.

La loi a attribué 4 missions aux UDAF :

- Donner des avis aux pouvoirs publics sur toutes les questions qui concernent les familles.
- Représenter les familles auprès des pouvoirs publics. L'UDAF 85 assure près de 80 représentations dans diverses structures départementales (CAF, MSA, Centres hospitaliers, CLIE...) et est chargée de nommer un représentant familial dans les CCAS.
- Exercer devant toutes les juridictions, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles.
- Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estiment devoir lui confier la charge.

Les valeurs défendues par l'UDAF 85 telles qu'elles sont nommées dans le projet associatif sont :

- Le pluralisme
- La solidarité
- Le respect

L'UDAF de la Vendée est organisée en deux grands pôles d'activité, à savoir l'Action Familiale et la Protection Juridique des Majeurs (PJM) et Mineurs.

L'Action Familiale comprend les services suivants :

- La Médaille de la famille
- Le Point Info Famille
- La Médiation familiale



- L'Education Affective Relationnelle et Sexuelle
- Le Conseil Conjugal et Familial
- Le Parrainage de proximité
- L'Accompagnement Individuel à la Parentalité (AIP) – depuis décembre 2024
- Les actions de formation en faveur des familles vendéennes
- L'Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux (ISTF)
- L'Accompagnement Social (curatelles simples, enquêtes sociales, MASP, MAJ, AEB, ASLL, Point Conseil Budget)

Courant 2024 l'UDAF de Vendée a mis en œuvre le projet « Famille Gouvernante ». C'est un dispositif développé par les UDAF en faveur des personnes ayant des troubles psychiques accompagnés par une « gouvernante » et une coordinatrice-animatrice. Une première colocation dans deux appartements de 3 places chacune a été ouverte à La Roche-Sur-Yon. Les premiers habitants ont intégré les lieux en octobre 2024. Deux autres colocations de 6 personnes doivent également ouvrir, l'une à Challans en septembre 2025 et l'autre à La Roche-Sur-Yon en novembre 2025. Le Service de Protection juridique des majeurs assure sur l'ensemble du département près de 2 000 mesures de protection (curatelle, tutelle, sauvegarde de justice...).

Le service de PJM est déployé sur les villes de :

- La Roche-sur-Yon,
- Fontenay –le-Comte,
- Les Sables d'Olonne,
- Saint-Fulgent,
- Challans

Ainsi, ce service est au plus près des personnes protégées et accompagnées, de leurs familles et des partenaires institutionnels, sanitaires, sociaux, médico-sociaux, juridiques, etc.

Cette protection est assurée dans le respect des libertés individuelles, des droits fondamentaux et de la dignité de la personne. Elle a pour finalité l'intérêt de la personne protégée. Elle favorise, dans la mesure du possible, l'autonomie de celle-ci. L'UDAF 85 a pour volonté de défendre les intérêts des personnes protégées qui du fait d'une vulnérabilité pré supposée ne seront pas toujours en capacité de le faire elles même.

Ces missions sont assurées par des professionnels salariés dont l'effectif au 31 décembre 2024 est de 95 salariés pour 86,54 ETP.

L'association est également représentée par 36 administrateurs bénévoles issus des associations familiales adhérentes.



## **2) REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été établis et présentés conformément aux règlements ANC 2014-03 du 05 juin 2014 et 2018-06 du 05 décembre 2018 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### **NOTES sur le BILAN**

#### **▪ Immobilisations**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations financières : la valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur de l'inventaire est inférieure à la valeur brute des titres.

#### **▪ Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### **▪ Valeurs Mobilières de Placement**

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur d'acquisition.

#### **▪ Provision retraite**

Les engagements de retraite sont provisionnés dans les comptes au 31 décembre 2024 pour un montant total de 512 736,81 €. Le calcul prend en compte un âge de départ à la retraite de 64 ans, un taux d'actualisation de 3,38 % et un taux de charges sociales de 45,37 %.

## ■ Amortissements

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée d'utilisation estimée et de la manière suivante :

	Durée	Mode d'amortissement
Logiciels/licences	1 ou 3 an(s)	linéaire
Matériel informatique et divers	2 à 4 ans	Linéaire/dégressif
Mobilier de bureau	7 à 10 ans	linéaire
Véhicules	4 ans	linéaire
Agencements	10 ans	linéaire
Immeubles - Gros œuvre (maçonnerie, électricité, plomberie...)	20 ans	linéaire

## **CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE**

Conformément au règlement comptable mentionné au paragraphe « principes comptables généraux », l'UDAF a décidé de comptabiliser (dans des comptes de classe 8) le temps passé par ses bénévoles au profit de l'association (représentation des administrateurs principalement).

Le montant indiqué correspond à 1 736,00 heures valorisées au SMIC horaire (11,88 € bruts) avec un taux de charges patronales de 45,00%.

## **AFFECTATION DU RESULTAT DU SERVICE DE PROTECTION DES MAJEURS**

Afin de couvrir les périodes de l'année où le versement de la dotation globale est décalé, nous considérons avoir besoin d'environ 3 mois de financement en trésorerie soit 685 000 €

C'est la raison pour laquelle nous avons demandé à la DDETS d'affecter le résultat administratif PJM positif de 27 192,86 € à la réserve de couverture du BFR (réserve de trésorerie). Cette affectation additionnée à la réserve actuelle de 361 471 € et au résultat 2023 non encore affecté (34 769,32 €) permettrait de disposer d'une réserve de trésorerie de 423 433 € représentant environ 1,4 mois d'activité (Nos dépenses mensuelles décaissables pour ce service correspondent environ à 300 000 €). Selon l'hypothèse où les résultats 2023 et 2024 seraient affectés à la réserve de trésorerie, Il nous manquerait donc 262 000 € pour que notre besoin en fonds de roulement soit couvert par les seules réserves du service PJM.

modèle pour annexe de l'UDAF  
modèle pour annexe de l'ESMS

modèle fixé par le règlement CRC 03-1999 modifié

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS  
cadre 532-1 du règlement CRC 03-1999 modifié

I. Cadre général

SITUATIONS ET MOUVEMENTS  RUBRIQUES	A	B	C	D
	VALEUR BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles	163 225,76	22 622,64	94 901,68	90 946,72
Immobilisations corporelles	1 616 286,06	96 987,61	98 824,14	1 614 449,53
Immobilisations financières	1 371 178,78	1 504,56	11 516,00	1 361 167,34
TOTAL	3 150 690,60	121 114,81	205 241,82	3 066 563,59

II. Aménagements du cadre général

Développement de la colonne B  
(augmentations)

	Ventilation des augmentations			
	Virements		Entrées	
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports
Immobilisations incorporelles			22 622,64	
Immobilisations corporelles			96 987,61	
Immobilisations financières			1 504,56	
TOTAL	0,00	0,00	121 114,81	0,00

Développement de la colonne C  
(diminutions)

	Ventilation des diminutions			
	Virements		Cessions	
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles				94 901,68
Immobilisations corporelles				98 824,14
Immobilisations financières				11 516,00
TOTAL	0,00	0,00	0,00	205 241,82



### 4.3.1 Tableau des amortissements

	Amortissem ents cumulés au 31 décembre	Dotations de l'exercice	Diminutions résultant des sorties de l'exercice	Amortissem ents cumulés au 31 décembre n
	(1)	(2)	(3)	I = (1) + (2) - (3)
<b>Amortissements des immobilisations incorporelles</b>				
2801 Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
2803 Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00
2805 Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
2806 Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
2808 Autres immobilisations incorporelles	161 606,58	4 437,51	94 901,68	71 142,41
<b>Amortissements des immobilisations corporelles</b>				
2811 Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
2812 Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	0,00	0,00	0,00	0,00
2813 Constructions sur sol propre	464 883,95	50 343,54	0,00	515 227,49
2814 Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
2815 Installations, matériel et outillage techniques	558 503,40	19 673,18	98 676,55	479 500,03
dont : Matériel de transport	22 029,66	0,00	0,00	22 029,66
Matériel de bureau	8 198,76	162,60	956,20	7 405,16
Matériel informatique	528 274,98	19 510,58	97 720,35	450 065,21
Autres immobilisations corporelles	264 021,36	7 121,19	343,66	270 798,89
2818				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 449 015,29</b>	<b>81 575,42</b>	<b>193 921,89</b>	<b>1 336 668,82</b>

**ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES  
A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

Créances (a)	Montant brut	Liquidités		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité		
		Échéances	Échéances			Échéances		
						à moins 1 an	à plus 1 an	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé : Créances rattachées à des participations Prêts (1) Autres	35 207,10 0,00 5 990,24		35 207,10 0,00 5 990,24	Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont : - à 2 ans au maximum à l'origine - à plus de 2 ans à l'origine Parts SCI (OEE+CRCA) - à plus de 2 ans à l'origine (CRCA Bât FLC 2014) - à plus de 2 ans à l'origine (CRCA Trav SCI) - à plus de 2 ans à l'origine (CRCA TRAV. UDAF) - à plus de 2 ans à l'origine (CAAV MAISON 109 BD EU)	527 253,92 6 161,64 14 724,39 1 213,34 439 583,28	60 151,50 5 269,47 2 855,96 1 213,34 33 598,68	310 187,97 892,17 11 868,43	156 914,45
Créances de l'actif circulant : Créances Clients et Comptes rattachés Autres Charges constatées d'avance	310 933,84 282 101,93 49 713,37	310 933,84 282 101,93 49 713,37		Emprunts et dettes financières divers (2) (3) Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes (3) Produits constatés d'avance	138 956,83 599 715,64 84 482,46 0,00	138 956,83 599 715,64 84 482,46 0,00		237 991,20
TOTAL	683 946,48	642 749,14	41 197,34	TOTAL	1 812 091,50	926 243,88	490 941,97	394 905,65
(1) Prêts accordés en cours d'exercice..... Prêts récupérés en cours d'exercice.....				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice..... Emprunts remboursés en cours d'exercice.....	23 295,33 115 363,32			

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

(b\*) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours



**DETAIL DES CHARGES A PAYER 2024**

FACTURES NON PARVENUES	50 526,64
PROVISION CONGES PAYES	245 085,07
CHARGES SOCIALES SUR PROVISIONS CONGES PAYES	86 114,05
CHARGES FISCALES SUR PROVISIONS CONGES PAYES	32 331,80
CHARGES A PAYER FRAIS DE GESTION DES MAJEURS	4 797,21
DIVERSES CHARGES A PAYER	41 697,69
<b>TOTAL CHARGES A PAYER</b>	<b>460 552,46</b>

**DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR 2024**

CLIENTS FACTURES A ETABLIR	956,49
PRODUITS A RECEVOIR FORMATIONS	31 983,45
SUBVENTIONS A RECEVOIR	107 307,00
FRAIS DE GESTION DES MAJEURS	92 177,30
DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	3 151,63
<b>TOTAL PRODUITS A RECEVOIR</b>	<b>235 575,87</b>

4.3.2 Tableau des provisions, des dépréciations, des fonds dédiés et des réserves de compensation

					Montant au 31 décembre N-1 (1)	Dotations de l'exercice (2)	Reprises de l'exercice (3)	Montant au 31 décembre N (4) = (1) + (2) - (3)
<b>Réserves de compensation</b>								
/10860 (ESSMS privés)								
/10861 (ESSMS publics)								
/10867 (ESSMS publics)								
<b>Provisions réglementées</b>								
Provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement					179 692,50	21 427,75		201 120,25
Réserves de compensation des déficits d'exploitation								
Réserves de compensation des charges d'amortissement								
<b>Provisions réglementées</b>								
141	Provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement							-
142	Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations							-
143	Provisions réglementées relatives aux stocks (ESSMS privés)							-
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (établissements privés)							-
145	Amortissements dérogatoires							-
146	Provision spéciale de réévaluation (ESSMS privés)							-
147	Plus-values réinvesties (ESSMS privés)							-
148	Autres provisions réglementées							-
	dont provisions réglementées pour produits financiers (ESSMS privés)							-
1483	dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (ESSMS privés)							-
14861	dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (ESSMS privés)							-
14862	dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (ESSMS privés)							-
<b>Provisions</b>								
151	Provisions pour risques				1 357,87	1 349,53		2 707,40
152	Provisions pour charges sur legs ou donations (ESSMS privés)/Provisions pour risques et charges sur emprunts (ESSMS publics)							-
153	Provisions pour pensions et obligations similaires (ESSMS privés)				499 450,49	55 253,40	41 967,08	512 736,81
154	Provisions pour restructurations (ESSMS privés)							-
155	Provisions pour impôts (ESSMS privés)							-
156	Provisions pour renouvellement des immobilisations (entreprises concessionnaires) (ESSMS privés)							-
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices							-
158	Autres provisions pour charges							-
<b>Dépréciations</b>								
29	Dépréciation des immobilisations							-
39	Dépréciation des stocks et en-cours							-
49	Dépréciation des comptes de tiers				250,00			250,00
59	Dépréciation des comptes financiers							-
<b>Fonds dédiés (établissements privés uniquement)</b>								
191	Fonds reportés liés aux legs ou donations							-
192	Fonds dédiés sur concours publics des entités gestionnaires d'ESSMS							-
194	Fonds dédiés sur subvention d'exploitation				46 336,94		26 000,94	20 336,00
195	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes							-
196	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public							-
<b>TOTAL GENERAL</b>					727 087,80	78 030,68	67 968,02	737 150,46

**UDAF DE VENDEE****SUBVENTIONS D'EXPLOITATION OCTROYEES EN 2024**

<b>ORGANISME FINANCEUR</b>	<b>REALISE</b>
CREDIT AGRICOLE	10 000 €
DREETS PDL+DDETS VENDEE	119 065 €
PREFECTURE REGION PDL	29 988 €
CAF	168 006 €
MSA	9 958 €
CONSEIL DEPARTEMENTAL	129 342 €
COMMUNES	6 485 €
UNAF	300 114 €
Autres (mécénat FG)	5 130 €
<b>TOTAL SUBVENTIONS</b>	<b>778 088 €</b>

**DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION**

DDETS VENDEE	3 241 443 €
CONSEIL DEPARTEMENTAL	113 117 €
CAF	24 153 €
<b>TOTAL DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION</b>	<b>3 378 713 €</b>

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursem ents		Montant global	Dont fonds dédiés corresponda nt à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
POINT CONSEIL BUDGET	21 000,94 €	- €	21 000,94 €	- €		- €	
CONSEIL CONJUGAL ET FAMILIAL	- €	- €				- €	
LOGEMENT INCLUSIF	- €	- €		- €		- €	
MARIAGE CIVIL	6 800,00 €	6 800,00 €				6 800,00 €	
CPAM MASQUES	13 536,00 €	13 536,00 €				13 536,00 €	
ISTF 2021 à 2023	- €	- €		- €		- €	
EVALUATION EXTERNE	5 000,00 €	- €	5 000,00 €			- €	
TOTAL	46 336,94 €	20 336,00 €	26 000,94 €	- €	- €	20 336,00 €	



Annexe au Bilan 2024 : Tableau de variation des Fonds propres

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Fonds sans droit de reprise (RAN +)	1 721 846,01	133 588,68	-	1 855 434,69
Excédents affectés à l'investissement	120 000,00	-	-	120 000,00
Réserve de compensation	179 692,50	21 427,75	-	201 120,25
Réserve de compensation des charges d'amort.		50 000,00		50 000,00
Réserve de couverture du BFR	250 473,07	111 350,20	-	361 823,27
Autres réserves	-	-	-	-
Report à Nouveau gestion non contrôlée	34 293,46	-	-	34 293,46
Résultat sous contrôle du financeur	102 078,99	28 918,57	172 237,91	41 240,35
RAN dépenses CP et charges non opposables	-	-	11 575,61	62 218,05
Résultat de l'exercice	161 472,08	90 697,93	161 472,08	90 697,93
Subventions d'investissement	-	32 500,00	290,46	32 209,54
Total Fonds propres	2 450 626,75	468 483,13	345 576,06	2 573 533,82

ETAT DES COMPTES GERES DES TIERS NON REPRIS / BALANCE

Balance des comptes de flux au 31/12/2024

TOTAL	10 908 638 €
-------	--------------



**GROUPE Y - BOISSEAU**

52 rue Jacques-Yves-Cousteau  
BP 409  
85010 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 62 22 01